

Le nouvel âge d'or

Partage international n° 243 - Novembre 2008

Interview de Ravi Batra par Betsy Whitfill

Dans son ouvrage publié en 2006, The New Golden Age : The coming revolution against Political Corruption and Economics Chaos [Le Nouvel âge d'or : la révolution en marche contre la corruption politique et le chaos économique], Ravi Batra, professeur d'économie à la Southern Methodist University de Dallas, annonce l'imminence de changements majeurs, en se fondant sur la loi des cycles sociaux, proposé par feu son maître Sarkar, philosophe, historien et instructeur spirituel.

Selon cette loi, dans toute société, ce sont les qualités de la classe sociale dominante qui définissent la culture d'une époque. Quatre classes dominant tour à tour, selon un ordre immuable et cyclique, définissant ainsi quatre « ères » : l'ère des Travailleurs, puis des Guerriers, des Intellectuels et, finalement, des « Acquéreurs », après quoi le cycle recommence : les Travailleurs, etc. Les Acquéreurs, une fois atteint leur pic, doivent, à partir du milieu de la phase de déclin, partager le pouvoir avec les travailleurs. Cette phase de transition tumultueuse se caractérise par une criminalité rampante, l'effondrement de l'unité familiale, la mise au rencart des enfants et des aînés, l'aversion pour toute discipline physique et mentale, un matérialisme et un mercantilisme extrême, ainsi que par l'élargissement du fossé séparant riches et pauvres et le rétrécissement des classes moyennes. Une description qui rend parfaitement compte de notre époque. Mais, écrit-il, une nouvelle ère, l'ère des guerriers approche, sur fond de révolte des travailleurs, révolte qui amène avec elle un nouveau leader pour inspirer et mener une révolution qui débouchera sur un « âge d'or ».

Betsy Whitfill, a interviewé Ravi Batra pour Partage international.

Partage international : *Tout le monde appelle le changement de ses vœux, aujourd'hui. Dans votre ouvrage, vous présentez les grandes lignes d'un « âge d'or » qui se profilerait à l'horizon. A quoi pourrait-il ressembler ?*

Ravi Batra : *Quand j'écrivais ce livre, en 2006, on ne parlait pas de changement. J'ai utilisé mon modèle théorique pour en montrer le caractère inéluctable, et annoncer qu'il commencerait en 2009. D'abord sous la forme d'un rejet de l'ordre établi, des habitudes manières de faire politiques et économiques. Ce qui est déjà de plus en plus le cas, de même que le désir de tourner la page. Par changement, je n'entends pas ces modifications mineures et superficielles de la politique économique que peuvent produire les acrobaties politiciennes, mais une révolution.*

Et l'histoire montre qu'une révolution ne vient pas toute seule, qu'elle dépend de la présence de trois facteurs déclencheurs : en premier lieu, un degré élevé de corruption ; une gestion injuste, faisant l'impasse sur les difficultés de la population ; enfin, une guerre impopulaire.

Ces trois ingrédients sont aujourd'hui présents aux Etats-Unis. C'est pour cette raison que j'annonçais en 2006 l'imminence d'une révolution. Même les membres de l'establishment appellent aujourd'hui au changement. C'est une façon, pour eux, de détourner les critiques. Mais les copieurs ne font pas de bons leaders. Ce sont les leaders de l'ère des guerriers, reconnus par leur courage, qui réaliseront les changements nécessaires. Et l'une de leurs premières mesures consistera en une réduction drastique des salaires faramineux des PDG. D'un point de vue économique, nous sommes sur le point de connaître des temps difficiles, mais après, les choses s'amélioreront rapidement, et déboucheront sur un nouvel âge d'or. Le niveau de vie s'élèvera, ainsi que notre système de valeurs, parmi lesquelles le respect des aînés, des jeunes et des membres les plus faibles de la société. La famille redeviendra l'unité sociale de base qu'elle était naguère, les enfants y apprendront la maîtrise de soi, ce qui entraînera une baisse de la criminalité.

PI. *A quoi ressemblerait l'économie idéale de cet âge d'or à venir ? Qu'est ce qui changerait dans la vie des gens ?*

RB. *Une économie idéale présuppose la démocratie économique, ce qui veut dire que dans les grandes entreprises, ce seraient les employés qui détiendraient la majorité des actions. Dans un tel système, les salaires progresseraient proportionnellement à la hausse de la productivité, d'où une chute de la pauvreté. Ce type d'économie maintient le plein emploi sans creuser de déficit dans le budget national. Il élimine également l'inflation et*

la corruption.

PI. On a assisté, dernièrement, à un effondrement progressif, par à-coups, des finances dans le monde développé. Cela fait-il partie du processus que vous décrivez ?

RB. Oui. Historiquement, une forte dégradation de l'économie est presque aussi importante qu'une guerre impopulaire pour amener des changements majeurs. C'est pourquoi je prévois un krach financier mondial, commençant à l'automne 2008, puis accélérant en 2009, jusqu'à ce que l'on opère des changements radicaux dans la politique économique. Si le prochain président ne parvient pas à mettre en place ces changements, il aura très vite, lui aussi, de sérieux problèmes.

PI. Mais vous écrivez que ça prendra sept ans pour que le changement soit complet...

RB. Cela dépendra du président, de la rapidité avec laquelle il comprendra et mettra en œuvre les réformes nécessaires, et de sa capacité à convaincre le Congrès de lui apporter son soutien. A mon avis, la situation sera tellement mauvaise, d'ici 2010, que les députés ne pourront faire autrement que de se mettre en quête de vraies solutions. Le problème, c'est qu'ils se tourneront probablement d'abord vers leurs experts attitrés, ce qui aura pour effet de prolonger le processus de transition jusqu'en 2012, voire plus.

PI. William Barnett, professeur de macro-économie à l'université du Kansas, explique que si vous êtes « l'un des économistes les plus controversés », c'est parce que « vous rejetez l'une des grandes erreurs de la théorie macro-économique moderne, à savoir que la politique macro-économique n'a aucun effet sur la distribution ». En quoi, selon vous, cette politique est-elle liée aux processus de distribution ?

RB. L'une des raisons pour laquelle l'économie américaine va si mal, c'est qu'au début des années 1980, le gouvernement Reagan, avec l'aide du patron de la Réserve fédérale d'alors, Alan Greenspan, ont modifié en profondeur la fiscalité du pays en décidant d'en transférer le poids des classes riches aux classes moyennes et pauvres - principalement en réduisant d'une manière drastique et sans transition les impôts sur le revenu et en compensant le manque à gagner par une augmentation de l'ensemble des autres taxes : sécurité sociale, essence, etc.

Comme c'était à prévoir, les classes moyennes et pauvres ont fini par payer tellement de taxes qu'elles durent réduire leur consommation. Les débouchés des entreprises s'en trouvèrent donc réduits d'autant, si bien qu'on assista à une chute du Produit national brut (PNB) et à une augmentation de la pauvreté. George Bush a poursuivi la même

politique, si bien que, même si l'économie était encore en assez bonne santé dans les années 1980 pour supporter les effets de cette « redistribution », nombre de familles voient, aujourd'hui, leur niveau de vie chuter encore plus, du fait, encore une fois, de ce transfert de richesse en direction des riches.

PI. Vous écrivez que nous en sommes à la fin de l'ère des acquéreurs. Qu'est-ce que cela signifie ?

RB. Cela signifie que nous sommes à la veille d'entrer dans l'ère des guerriers, avec cette conséquence que vont apparaître des gens de grand courage, à même d'opérer les changements nécessaires. Le courage est la marque du guerrier, tout comme la discipline et le désir d'aider le faible et l'innocent. Dans l'ère qui vient, le gouvernement aidera prioritairement ceux qui se trouvent, économiquement parlant, au bas de l'échelle sociale. Bien des dogmes disparaîtront : par exemple, cette espèce de superstition qui veut que l'on ne peut élever le salaire minimum sans augmenter le chômage. Cette idée, qu'on colporte inlassablement, est illogique, et non vérifiée par les faits.

Comparez, par exemple, 1969 à aujourd'hui. Le salaire minimum, à l'époque, était de 9 dollars l'heure (ajustés en monnaie d'aujourd'hui) aux Etats-Unis. Il est actuellement de 6,55 dollars. Ce qui veut dire, si ce dogme est exact, que le taux de chômage était plus élevé en 1969. Alors qu'en réalité, il était de 3,5 %, le taux le plus bas de l'histoire des Etats-Unis. Autrement dit, le chômage a atteint son niveau le plus bas au moment où le salaire minimum était à son maximum ! Les entreprises doivent vendre leurs produits. Si le salaire minimum dégringole, alors ceux des classes inférieures et moyennes le feront aussi. Qui va acheter ces produits ? Pour dire les choses autrement, si on élève le salaire minimum, et qu'on élève en même temps les salaires plus élevés (qui sont en quelque sorte arrimés au premier), alors les industriels auront des clients à qui vendre leurs produits, et n'auront donc pas besoin de licencier. C'est logique, et c'est vérifié par l'histoire. La politique économique la plus éthique est aussi celle qui est la plus efficace et la plus profitable à tous, c'est une question de bon sens.

PI. La mondialisation va-t-elle durer ?

RB. Non. Il nous reste encore à comprendre que la mondialisation est la cause principale de l'effondrement des économies américaine et européenne. Elle ne profite même pas à la Chine. Elle améliore son profil et augmente son PNB, mais pas le salaire du travailleur moyen. Non seulement la mondialisation est mauvaise pour l'économie mondiale, mais elle est dévastatrice pour l'environnement. Le développement excessif du transport international des marchandises provoque

une augmentation du prix de l'essence, et de la pollution. Il vaudrait cent fois mieux favoriser les investissements à l'étranger que le commerce, parce que les biens doivent être produits là où se trouve la demande. Si les Chinois veulent vendre leurs produits aux Etats-Unis, qu'ils viennent les fabriquer ici !

PI. Vous consacrez un chapitre de votre livre à la pauvreté dans le monde. Est-il possible d'y mettre fin ?

RB. Non seulement c'est possible, c'est inévitable. Le monde ne manque pas de ressources. C'est la corruption politique qui est la cause de la pauvreté. L'intellect humain est tel qu'il peut résoudre n'importe quel problème tant que les gouvernements ne sont pas corrompus. Les Etats-Unis et un certain nombre d'autres pays suivent des politiques qui maintiennent les augmentations de salaires en dessous de ce que permettrait l'augmentation de la productivité. Et c'est, précisément, ce fossé entre salaire et productivité qui est la source principale des problèmes économiques de la planète. C'est de là qu'est venue la bulle immobilière. De là qu'est venu le boom des Bourses dans les années 1990, puis leur effondrement. C'est ce fossé qui est responsable des prix record que le pétrole a atteint. Il nourrit la spéculation. Les PDG ont tellement d'argent qu'ils s'en servent pour acheter le personnel politique. Tant que le gouvernement américain n'aura pas mis un terme à la corruption - principale origine du fossé entre salaire et productivité - les problèmes continueront à s'accumuler. L'économie c'est, à la base, de l'offre et de la demande. Ce sont les salaires qui permettent la demande, la productivité qui fournit les marchandises. Bas salaires signifient faible demande. Hausse de la productivité signifie augmentation de l'offre. L'informatisation, les nouvelles technologies et les délocalisations diminuant le nombre des acheteurs potentiels sur place, les entreprises doivent exporter, ou licencier. Si l'on veut réduire le fossé entre salaire et productivité, il faut s'opposer à la mondialisation et à l'égoïsme des PDG. Et pour cela, il faudra une révolution.

PI. Vous écrivez, dans votre livre : « La transformation de l'économie américaine bénéficiera très vite aux autres nations. » L'économie américaine est-elle restée à ce point puissante ?

RB. Oui. Même la Chine dépend de nos importations. L'écart entre salaire et productivité s'y élargit aussi. La pauvreté est toujours le résultat d'un manque d'éthique et de la corruption dans les politiques économiques, qui aboutissent invariablement à une élévation de la productivité et à une baisse des salaires. Il faut que les dirigeants comprennent que

cette inégalité doit disparaître.

PI. Ces solutions politiques aideront-elles d'autres nations, également ?

RB. Oui. Que ce soit en Chine, au Japon, en Inde, n'importe où, la faiblesse des salaires entraîne nécessairement une insuffisance de la demande, pour des offres toujours plus importantes. C'est pourquoi les Chinois, les Japonais, etc., veulent à tout prix exporter leurs excédents. Mais une telle situation ne peut durer. Ce déséquilibre fera s'écrouler l'économie mondiale en 2009 ou 2010. Réduire les taux d'intérêt pour améliorer les capacités d'emprunt des consommateurs n'élèvera jamais le niveau de vie. Cela ne fera que créer plus de dette. Le gouvernement corrompu pousse les gens à dépenser plus, tout en refusant les augmentations de salaires. Il les pousse à emprunter plus pour acheter plus. Ce qu'il faut, à mon avis, c'est relever progressivement le salaire minimum dans tous les pays jusqu'à ce qu'il retrouve le niveau de 1969. Cette hausse, imposée par l'ensemble des gouvernements de la planète, produira une augmentation de la demande mondiale et donc un accroissement des commandes pour les entreprises. Les salaires, par voie de conséquence, atteindront des niveaux décents. Des pays comme la Chine et le Japon cesseront de dépendre autant de leurs exportations et, donc, de la demande extérieure. Leur demande intérieure croîtra. Aux Etats-Unis, les gens pourront rembourser leurs emprunts, ce qui mettra fin au krach immobilier. Les profits baisseront, naturellement, mais pas au-dessous des niveaux de 1969. Les entreprises embauchaient sans problème, cette année-là, nul doute qu'il en irait de même aujourd'hui. L'embauche ne dépend pas des salaires ; elle dépend du rapport salaire/productivité et des perspectives de vente, qui dépendent elles-mêmes de la demande des consommateurs.

PI. La compétition entre nations est-elle nécessaire ?

RB. La compétition est indispensable pour assurer l'efficacité de la production de biens et de services. Mais elle ne devrait pas se traduire par une baisse des salaires. Car elle serait synonyme de baisse du pouvoir d'achat et de la demande inférieure, rendant les entreprises dépendantes des marchés extérieurs, de l'exportation. Ce qui se passe aux Etats-Unis, actuellement, c'est précisément le contraire : notre compétition avec la Chine et les pays asiatiques a pour principal effet de tirer toujours plus les salaires vers le bas. Qui plus est, cette même compétition, entre entreprises, cette fois, a perdu une bonne partie de sa vigueur parce qu'on les a laissés s'acheter les uns les autres, ce qui a entraîné la formation de monopoles. C'est pour cela que les PDG s'enrichissent, que les prix s'envolent, que la

corruption continue, et que la pauvreté empire.

PI. *Etes-vous optimiste ?*

RB. *Oui, sur le long terme. L'histoire montre que les nouveaux systèmes sont toujours meilleurs que les anciens parce que nous tirons les leçons de nos erreurs, et que l'évolution se poursuit. Mais sur le court terme, ce sera douloureux.*

PI. *Vous avez écrit que la dernière année d'une décennie s'avère toujours importante.*

RB. *Oui. L'analyse des huit ou neuf dernières décennies m'a montré que quelque chose se passe au cours de la dernière année de chacune, qui nous donne une idée sur ce qui va se passer dans la décennie suivante. Par exemple 1929 (début de la grande Dépression), 1939 (début de la Seconde Guerre mondiale), 1949 (Révolution chinoise), 1959 (Révolution cubaine), 1969 (début de la grande inflation, véritable fléau de l'économie mondiale dans les années 1970), 1979 (Révolution iranienne), 1989*

(Chute du Mur de Berlin). En 1999, A. Greenspan commence à relever les taux d'intérêt, ce qui va conduire à un krach boursier. 2009 sera, elle aussi, une année pivot. Selon la loi des cycles sociaux, l'économie va, me semble-t-il, traverser une mauvaise passe, qui durera jusqu'à la fin de la prochaine décennie – ce qui créera des conditions propices à des changements radicaux, menés sous la conduite d'un leader courageux. Alors gardez votre argent et soutenez les bons leaders.

[Note de la rédaction : Partage international ne souscrit pas nécessairement à chacune des idées émises dans cet interview.]

Auteur : Betsy Whitfill, collaboratrice de Share international basée à Dallas (Texas).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien